

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 16 décembre 1994, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à l'emploi de procédés non manuscrits pour apposer certaines signatures sur des lettres de change et des billets à ordre", ayant délibéré en ses séances des 16, 23 et 30 octobre, 6 et 13 novembre 1995, a donné le 13 novembre 1995 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 december 1994 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het gebruik van niet handgeschreven technieken om sommige handtekeningen te plaatsen op wisselbrieven en orderbriefjes", heeft zich daarover beraden ter vergadering van 16, 23 en 30 oktober, 6 en 13 november 1995, en op 13 november 1995 het volgend advies gegeven :

La vie commerciale et financière, comme elle se déroule aujourd'hui, oblige ceux qui la mènent à la signature de documents de plus en plus nombreux. Aussi beaucoup d'hommes d'affaires pensent qu'ils gagneraient un temps précieux s'ils pouvaient, au lieu de signer tous ces documents, y apposer, mécaniquement ou manuellement, leur griffe. Sans doute préféreraient-ils encore pouvoir charger de cette tâche un fondé de pouvoir ou un employé. Leur désir rejoint ainsi les desseins actuels, plus particuliers, des entreprises du secteur bancaire. Elles s'occupent à faire fonctionner "un système d'encaissement automatisé des lettres de change et billets à ordre domiciliés auprès d'un établissement de crédit membre de la chambre de compensation de Belgique ou (qui) y (est) représenté". On voit pourquoi les établissements de banque aimeraient qu'une automatisation maximale des opérations matérielles liées à l'établissement d'une lettre de change ou d'un billet à ordre payable en chambre de compensation, vienne compléter le système d'encaissement.

Le projet examiné est donc l'une des pièces d'une vaste entreprise d'automatisation qui doit faciliter l'activité bancaire en évitant aux hommes qui y travaillent de devoir s'astreindre à une tâche encombrante et stérile. L'utilité pratique de la profonde réforme que ce projet cherche à réaliser est certaine; ce fait devra rester constamment à l'esprit de quiconque a ou aura à résoudre la question de savoir si cette réforme, pour assurément souhaitable qu'elle soit en fait, est admissible en droit.

D'ailleurs, l'exposé des motifs du projet, après en avoir décrit l'objectif, attire opportunément l'attention

.../...

sur la nécessité de procéder à cette réforme "sans réduction de la sécurité juridique liée à l'emploi des instruments de paiement". Cette sécurité est bien d'une importance toute particulière dans le domaine des effets de commerce appelés à circuler comme une monnaie. C'est d'ailleurs pour cette raison même que le droit cambiaire est, comme l'on sait, caractérisé par une extrême rigidité de la forme; c'est bien grâce à cette rigueur que tous les utilisateurs peuvent accorder aux instruments cambiaux une confiance sans laquelle leur utilité même disparaîtrait.

En l'occurrence, les impérieuses exigences de la sécurité et de la rigueur cambiaire doivent être conciliées avec la souplesse dont souhaitent disposer les acteurs de la vie économique en retenant que le projet est destiné à être appliqué non seulement aux établissements de crédit, mais également à des entrepreneurs "isolés" qui, aujourd'hui comme autrefois, font circuler encore des traites en dehors du système de compensation interbancaire. Le législateur doit être attentif à ceux-ci autant qu'à ceux-là. Les engagements internationaux pris par la Belgique l'y cantonnent d'ailleurs et ne laissent, on va le voir, à la législation belge qu'une liberté de manoeuvre assez restreinte.

Les principes comme les nombreux détails des lois coordonnées le 31 décembre 1955 sur la lettre de change et le billet à ordre sont, en effet, fixés par la loi uniforme annexée à la Convention de Genève du 7 juin 1930 dont les dispositions ont été introduites dans notre ordre juridique par la loi du 10 août 1953 qui, elle-même, exécute la loi du 16 août 1932 ratifiant la Convention de Genève. Les règles propres que la Belgique pourrait arrêter pour la signature

.../...

des traites et billets à ordre doivent évidemment respecter toutes les règles de cette loi uniforme; elles ne peuvent pas en modifier la lettre, pas plus qu'elles ne peuvent, sous prétexte de les compléter, en corrompre l'esprit.

C'est pourquoi, le présent avis sera essentiellement consacré à l'examen de la conformité du projet à la Convention de Genève du 7 juin 1930.

*

*

*

La compatibilité des dispositions du projet avec la loi uniforme appelle une réflexion sur le sens des mots "signature" et "signer" employés par les articles 1er, 8°, et 2, dernier alinéa, de cette loi.

La Convention de Genève n'a pas défini ces termes. Il faut donc pour en déterminer le sens se référer à leur signification usuelle dans le lexique de la langue française et dans son vocabulaire juridique en particulier, en accordant toutefois une attention spéciale à ce qui pourrait résulter des discussions qui ont précédé la fixation des termes mêmes de la loi uniforme de Genève.

Le mot "signature" emprunté au bas latin juridique signatura a d'abord désigné l'action d'apposer son nom pour authentifier un acte. C'est par métonymie que "signature" est venu à désigner aujourd'hui le nom d'une personne inscrit sous une forme particulière. Ce dernier sens de signature a induit celui du verbe "signer" qui, après avoir

.../...

été "marquer d'un signe" est devenu aujourd'hui "revêtir de son nom pour confirmer un écrit" (1). Ces divers sens qui se sont induits les uns les autres par métonymie ou synecdoque se lisent aujourd'hui dans les dictionnaires sérieux de la langue française, comme ceux de Robert ou de Littré. Ce dernier est surtout éclairant en ce qu'il distingue soigneusement la signature-inscription qui est le résultat de la signature-action, geste par lequel l'inscription est produite.

Ce double sens permet de reconstituer facilement le fil le long duquel s'induisent à leur tour les présomptions qui expliquent et justifient la valeur probatoire d'une signature et les règles juridiques qui en exigent la présence sur certains documents.

La signature est une inscription dont la matérialité (forme des caractères, ornements qui les entourent, etc.) est si spécifique qu'elle permet de présumer que le geste de la signature a bien été accompli par la personne même dont la signature-inscription représente le nom. La réalité de l'accomplissement de ce geste permet à son tour de présumer que la personne a eu en mains le document qui porte sa signature, et qu'elle a voulu, en le signant, manifester la volonté de s'engager par l'acte juridique en cause.

Il y a là une sorte de chaîne d'inductions et de présomptions successives : l'inscription atteste le geste,

(1) Voir Dictionnaire historique de la langue française, sous la direction d'Alain Rey, Paris, 1993.

et ce dernier atteste, à son tour, la volonté de s'engager. Cette chaîne est ce que l'on pourrait appeler la source réelle de l'article 1er, 8°, de la Convention de Genève selon lequel la lettre de change doit contenir "la signature de celui qui émet la lettre (tireur)". La signature du tireur doit être visible sur la lettre de change pour attester que le papier a bien été dans les mains de celui qui a signé et que ce signataire, en signant, a manifesté sa volonté de prendre, comme tireur, l'engagement cambiaire.

Que la signature soit exigée pour s'assurer de la volonté du tireur résulte aussi du rapprochement des articles 1er, 8°, et 2, alinéa dernier, des lois coordonnées. Ce texte prévoit, en effet, que la signature ne peut être absente de la lettre si un acte notarié en brevet n'est pas inscrit sur celle-ci pour constater la volonté "de celui qui aurait dû signer". Puisque seul un acte constatant la volonté peut suppléer au défaut de signature, c'est donc bien que la signature est exigée parce qu'elle est une trace de la manifestation de cette volonté. Mais elle n'est cette trace que si celui qui s'engage accomplit lui-même le geste nécessaire à la confection du signe représentatif de son nom.

L'analyse de la notion de signature, celle de sa fonction générale, ou celle encore des textes combinés de la loi uniforme et des lois coordonnées, toutes concourent à faire penser qu'il n'y a signature du tireur au sens de cette loi que lorsque le tireur a accompli lui-même le geste de la signature. C'est seulement à cette condition que la signature fait raisonnablement croire que celui qui l'a tracée avait une réelle volonté de s'engager. En revanche,

.../...

les éléments d'une signature ne sont pas réunis dans tous les cas où celui qui s'engage n'a accompli aucun geste. Lorsqu'un nom apparaît sur un document sous la forme spécifique d'une signature-inscription alors qu'il n'est néanmoins ni certain, ni même probable, que la personne physique qui porte le nom inscrit a réellement tenu en mains le document, on ne peut pas considérer qu'il contient "la signature de celui qui l'émet". Le cas typique où l'on se trouve dans ces conditions exclusives de la signature au sens propre du mot en droit, est celui de ce que l'on appelle la "griffe".

L'analyse qui précède n'empêche pas de se poser la question de savoir si le geste que doit avoir accompli celui qui s'engage doit nécessairement consister à tracer les lettres composant son nom. Il faut se demander si le geste de la signature ne peut pas consister en une autre action que celle d'apposer sur le papier les caractères d'un nom. C'est la question qu'avait soulevée le délégué japonais, M. Kawashima, lors de la Conférence internationale pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque. Ce délégué souhaitait que le texte qui deviendrait la Convention de Genève reconnaisse explicitement la coutume nationale du Japon qui était d'apposer sur le titre non pas la signature manuscrite, mais le seing ou sceau du tireur à côté du libellé du nom. La conférence a considéré qu'il était inutile d'insérer une disposition spéciale en ce sens. Mais le comité de rédaction a été prié de souligner dans son rapport "qu'il était bien entendu que le mot signature est employé dans un sens tout à fait large, pour désigner tout signe matériel quelconque servant, selon l'usage du pays, à identifier sur

.../...

des papiers ou effets, la personnalité de celui qui l'appose". Il n'est absolument pas douteux que ce passage du rapport n'est relatif qu'au signe inscrit sur la lettre, il n'a pas directement trait à la question de savoir qui doit tracer ce signe.

Ce passage du rapport, fréquemment sollicité ou scruté, a un sens explicite : il permet de considérer comme revêtu d'une signature une lettre sur laquelle le tireur n'a pas inscrit, d'une manière ou d'une autre, les caractères qui composent son nom, mais il faut cependant qu'il y ait apposé un autre signe de sa personnalité. Tel était le souhait du délégué japonais; il voulait que l'on considère comme une signature autre chose que l'inscription d'un nom. Le passage du rapport lui donne satisfaction : une signature ne devra pas être nécessairement un nom écrit, ce pourra être aussi un autre signe.

Le même passage n'envisage pas explicitement la question de savoir par qui cette signature, au sens large qu'il vient de préciser, doit être apposée, mais il l'a tranche néanmoins sûrement. C'est le signataire qui doit apposer la signature, peu importe que celle-ci soit l'inscription d'un nom ou un autre signe.

Le rapport cité admet, en effet, que le signe autre que le nom puisse être un "signe matériel quelconque ... servant à identifier sur des papiers la personnalité de celui qui l'appose". En s'exprimant de la sorte, le rapport précise bien que le signe matériel "quelconque" doit permettre d'identifier une personne et il précise que cette

.../...

personne identifiable grâce au signe doit être celle qui "appose le signe".

On ne peut mieux respecter le lien que le mot signature impose entre le signe et le geste qui le trace. Loin de rompre ce lien, le passage du rapport confirme que c'est bien là l'essentiel : la signature est un signe, linguistique ou non, de la personnalité "de celui qui l'appose" et non de la personnalité de qui que ce soit d'autre. Le rapport admet que le geste d'écrire son nom soit remplacé par celui d'apposer un sceau; il n'admet pas pour autant, - au contraire ! -, que ce geste soit accompli par une autre personne que celle dont le sceau manifeste la personnalité.

Lorsque l'article 1er, 8°, de la Convention de Genève prévoit que l'effet doit contenir la signature de celui qui l'émet, elle exige que ce dernier ait accompli lui-même le geste par l'effet duquel un signe quelconque de lui-même figurera sur la lettre. Le rapport permet seulement que le signe choisi ne soit pas le nom du signataire et il renvoie donc aux usages locaux - ou à une loi nationale - pour ce qui concerne la matérialité du signe. Il n'est pas renvoyé à ces usages quand il s'agit de déterminer qui doit apposer la signature sensu lato. Sur ce dernier point la règle est claire : celui qui s'engage est aussi celui qui doit apposer son signe (nom ou autre) pour manifester, en l'apposant, sa volonté.

En s'exprimant comme ils l'ont fait dans le texte et le rapport qui en est comme une glose authentique, les délégués à la Convention de Genève ont aussi montré qu'il

.../...

faut distinguer, d'une part, le fait d'accomplir tel ou tel geste pour apposer un signe qui, selon les usages locaux, identifie une personne et en manifeste la volonté et, d'autre part, le fait de n'accomplir aucun geste.

Cette différence est, en effet, essentielle et constitue le centre de la discussion du problème de la "griffe" et de la possibilité donnée au tireur de ne faire figurer sur la lettre qu'il émet qu'une telle "signature à la griffe".

Le texte du projet, rédigé au passif, n'envisage la signature que sous l'aspect d'un résultat; il n'a pas égard à l'opération qui y conduit. Il n'envisage donc pas directement et franchement la signature comme l'action de signer. Or, c'est là le point crucial. Car la signature n'est pas seulement le signe d'un nom, elle est aussi celui d'une action, d'un geste dont il s'agit de savoir qui doit l'accomplir. Le projet, en prévoyant seulement que la signature peut être "apposée ... par un procédé non manuscrit", laisse fatalement au tireur la liberté de ne pas procéder lui-même à la formalité de l'apposition d'une signature, donc de n'accomplir lui-même aucun geste attestant sa volonté, dont la lettre de change conservera la marque.

Certes, cette intention de laisser au tireur la liberté de ne pas apposer lui-même sa signature n'est qu'implicite dans le texte du projet, mais elle est explicite dans l'exposé des motifs, car on y lit que l'objectif est d'autoriser l'utilisation de "griffes" et de réaliser par là "une automatisation maximale des opérations matérielles

.../...

liées à l'établissement d'une lettre de change". Cette automatisation est évidemment destinée à dispenser le tireur d'effectuer lui-même les opérations matérielles en quoi consiste l'action de signer.

Le dictionnaire de Robert définit la griffe comme "une empreinte reproduisant une signature" ou, par une métonymie habituelle, "ce qui sert à faire cette empreinte".

Cette définition confirme celle donnée par l'avocat général Holvoet dans ses conclusions précédant un arrêt de la Cour de cassation du 23 octobre 1922 (1). "Une griffe, a-t-il écrit, n'est pas une signature; elle peut être utilisée par un tiers et, loin de prouver la présence de celui dont elle est censée émaner, elle trahit au contraire son absence ...". Autoriser l'usage de la griffe est permettre l'usage d'une machine à signer, c'est permettre de confier à un tiers l'utilisation de cette machine, c'est donc autoriser le signataire à ne pas accomplir lui-même l'action de signer.

Or, l'analyse faite ci-dessus de la loi uniforme annexée à la Convention de Genève et du rapport qui l'explique, a montré que ce que les délégués ont admis à Genève est seulement la possibilité pour celui qui appose sa signature de ne pas le faire nécessairement en traçant les lettres de son nom. Les délégués ont admis que le geste d'écrire son nom soit remplacé, lorsque les usages - ou une loi nationale - sont en ce sens, par un autre geste comme, par exemple, celui d'apposer un sceau. Mais il a aussi été

(1) Pas. 1923.I.20.

montré qu'on ne peut pas déduire de leurs explications que les délégués ont admis que "celui qui appose" la signature lato sensu puisse le faire sans accomplir aucun geste.

C'est donc en ce qu'il permet au tireur de ne pas effectuer lui-même le geste de signer et de laisser à un tiers le soin d'apposer sur la lettre de change une griffe qui, pour être le signe de la personnalité de celui qui émet la lettre, n'en est cependant pas la signature parce qu'elle ne résulte pas d'un geste accompli par lui-même, que le texte du projet bouleverse la règle posée par la loi uniforme selon laquelle la lettre de change doit contenir "la signature de celui qui l'émet". La Belgique, en adoptant le projet dans le texte actuellement soumis au Conseil d'Etat, méconnaîtrait ses obligations internationales.

Si la loi en projet devait être adoptée et entrer en vigueur, et si les cours et tribunaux étaient amenés à se prononcer sur la question de savoir si une lettre de change revêtue seulement de la griffe du tireur peut être considérée comme contenant la signature de celui-ci, ils auraient à juger de la conformité de cette loi avec la loi uniforme annexée à la Convention de Genève. Ils pourraient être d'autant plus enclins à juger que la loi en projet n'y est pas conforme et qu'une griffe n'est donc pas une signature valide, qu'en jugeant ainsi, non seulement ils donneraient de la loi uniforme l'interprétation qui a été développée ci-dessus, mais ils confirmeraient du même coup la jurisprudence de la Cour de cassation selon laquelle "la signature doit être autographe pour établir sa sincérité par la forme

.../...

originale et personnelle que son auteur a l'habitude de donner à la mention de son nom" (1).

Il est vrai que, comme le signale l'exposé des motifs, la France, tenue comme la Belgique au respect de la Convention de Genève qu'elle a ratifiée, a pourtant, en 1966, procédé, sur la question de la signature du tireur, à une réforme législative dont d'ailleurs le texte du projet s'inspire étroitement. Il convient donc de s'interroger sur la valeur de l'argument qui peut être pris de l'existence de cette loi française du 16 juin 1966 pour soutenir la thèse de la conformité du projet à la Convention de Genève.

L'interprétation retenue par le législateur français du passage du rapport du comité de rédaction de la Convention de Genève qui a été examiné ci-dessus est inconciliable avec les explications qui ont été données. En effet, elle néglige le fait que ce passage permet de ne pas signer son nom mais ne permet pas pour autant au signataire de n'effectuer aucun geste de signature.

Cette critique fondamentale du projet ne pourrait être rencontrée que s'il était expressément prévu que le procédé non manuscrit doit être utilisé par celui dont la signature est reproduite.

(1) Cass. 23 octobre 1922, précité, implicitement confirmé par de nombreux arrêts dont celui, assez récent, du 28 juin 1982, Pas. 1982.I.1286 et Revue critique de jurisprudence belge, 1985, pp. 65 et suiv., note Van Quickenborne.

Le Parlement appréciera si une personne se trouvant sous l'autorité directe du signataire peut apposer la griffe de celui-ci dans des conditions telles qu'aucune incertitude ne puisse exister quant à la volonté du titulaire de la griffe de s'engager, tout en veillant à ne pas porter atteinte au principe de l'indépendance des signataires inscrit dans la loi uniforme précitée.

Observations particulières.

Sous réserve des observations générales précédentes, il est proposé de rédiger le texte néerlandais du projet en tenant compte des observations particulières qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

De manier waarop het leven in de bedrijven en in de financiële wereld vandaag de dag verloopt, noodzaakt degenen die eraan deelnemen tot het ondertekenen van steeds talrijker documenten. Vele zakenmensen zijn dan ook van mening dat zij kostbare tijd zouden uitsparen als zij in plaats van al die documenten te ondertekenen, daarop mechanisch of met de hand hun handtekeningstempel zouden kunnen aanbrengen. Wellicht zouden zij die taak nog liever opdragen aan een gevolmachtigde of een bediende. Hun wens valt aldus samen met de huidige, specifiekere, voornemens van de ondernemingen van de banksector. Zij maken werk van het in werking stellen van "een geautomatiseerd incasso-systeem voor wisselbrieven en orderbriefjes gedomicilieerd bij een kredietinstelling die lid is van de Verrekenkamer van België of (die) er(-bij) vertegenwoordigd is". Het is duidelijk waarom de bankinstellingen wensen dat het incasso-systeem wordt aangevuld met een zo groot mogelijke automatisering van de handelingen vereist voor het opstellen van een in de verrekenkamer betaalbare wisselbrief of orderbriefje.

Het onderzochte ontwerp is dus een van de delen van een ruim automatiseringsopzet, dat de bankactiviteit moet vergemakkelijken door te voorkomen dat de mensen die daar werken een zware en niets opleverende taak moeten vervullen. Over het praktische nut van de grondige hervorming tot de invoering waarvan dit ontwerp strekt, bestaat geen twijfel; dit feit moet constant voor ogen worden gehouden door al wie nu of later de vraag moet beantwoorden of die hervorming, hoe wenselijk ze in feite ook is, wel juridisch aanvaardbaar is.

.../...

Overigens wordt in de memorie van toelichting van het ontwerp eerst het doel ervan omschreven en dan terecht de aandacht gevestigd op de noodzaak om die hervorming tot stand te brengen "zonder vermindering van de juridische zekerheid verbonden met het gebruik van deze betalingsinstrumenten". Die zekerheid is voorzeker van zeer uitzonderlijk belang op een gebied waar handelspapier als een munt dient te circuleren. Overigens is precies om deze reden het wisselrecht zoals bekend zo uitzonderlijk strak aan vormen gebonden; dankzij die strakke vormen kunnen de gebruikers aan de wisselinstrumenten vertrouwen schenken zonder hetwelk het nut zelf ervan zou wegvallen.

In het onderhavige geval dienen de onontbeerlijke vereisten van zekerheid en van wisselrechtelijke gestrengheid te worden verzoend met de soepelheid die het bedrijfsleven wenst, zonder dat daarbij uit het oog mag worden verloren dat het de bedoeling is dat het ontwerp niet alleen op de kredietinstellingen wordt toegepast maar ook op "alleen-staande" ondernemers die, vandaag zoals vroeger, nog wisselbrieven buiten het afrekeningsverkeer tussen de banken onderling laten circuleren. De wetgever moet zowel voor de ene als voor de andere categorie oog hebben. De door België aangegane internationale verbintenissen dwingen hem daar trouwens toe en laten de Belgische wetgeving, zoals wij hierna zullen zien, slechts een vrij beperkte bewegingsvrijheid.

Zowel de principes als de talrijke bijzonderheden van de gecoördineerde wetten van 31 december 1955 op de wisselbrieven en orderbriefjes zijn immers vastgelegd bij de

.../...

bij het Verdrag van Genève van 7 juni 1930 gevoegde eenvormige wet, waarvan de bepalingen in onze rechtsorde zijn ingevoegd door de wet van 10 augustus 1953, die zelf de wet van 16 augustus 1932 tot goedkeuring van het Verdrag van Genève uitvoert. Mocht België eigen regels vastleggen voor de ondertekening van wissels en orderbriefjes, dan dienen daarbij uiteraard alle bepalingen van die eenvormige wet te worden nageleefd; daarbij mag de letter van die bepalingen niet worden gewijzigd en mag, onder voorwendsel van een aanvulling van die bepalingen, de geest ervan niet worden verminkt.

Daarom zal in dit advies voornamelijk onderzocht worden of het ontwerp overeenstemt met het Verdrag van Genève van 7 juni 1930.

*

* *

Het samengaan van de bepalingen van het ontwerp met de eenvormige wet vereist dat dieper wordt ingegaan op de betekenis van de woorden "signature" (handtekening) en "signer" (ondertekenen), die gebruikt worden in de artikelen 1, 8°, en 2, laatste lid, van die wet.

In het Verdrag van Genève zijn de woorden "signature" en "signer" niet gedefinieerd. Om de betekenis ervan vast te stellen, dient dan ook te worden verwezen naar de gebruikelijke betekenis in het Frans en inzonderheid in de juridische woordenschat ervan, mits daarbij bijzondere

.../...

aandacht wordt besteed aan wat zou kunnen blijken uit de besprekingen die voorafgegaan zijn aan het vastleggen van de bewoordingen zelf van de eenvormige wet van Genève.

Het woord "signature", dat ontleend is aan het juridische laat Latijn, waarin "signatura" eerst betekende de handeling van het plaatsen van zijn naam om een akte authentiek te maken. Door metonymie betekent "signature" thans de in een specifieke vorm neergeschreven naam van een persoon. Deze betekenis van "signature" heeft die van het werkwoord "signer" met zich gebracht, die eerst "een teken aanbrengen op" was, maar thans "het plaatsen van zijn naam op een geschrift om het te bevestigen" is (1). Die onderscheiden betekenissen, waarvan de ene de andere tot stand heeft gebracht door metonymie of synecdoche, vindt men thans terug in de degelijke woordenboeken van de Franse taal, zoals Robert of Littré. Vooral Littré is verhelderend, doordat hij de "signature-inscription" (in het Nederlands : de handtekening) zorgvuldig onderscheidt van de handeling waarbij de handtekening wordt geplaatst, de "signature-action" (in het Nederlands : het ondertekenen), waarvan zij het gevolg is.

Deze beide betekenissen stellen ons in staat gemakkelijk de manier te reconstrueren waarop de vermoedens die de bewijskracht van een handtekening verklaren en rechtvaardigen, enerzijds, en de rechtsregels die vereisen

(1) Zie Dictionnaire historique de la langue française, onder de leiding van Alain Rey, Parijs, 1993.

dat de handtekening op bepaalde documenten voorkomt, anderzijds, op hun beurt tot stand komen.

De handtekening is een opschrift waarvan de concrete gedaante (vorm van de letters, versieringen ervan, enz.) zo specifiek is dat kan worden vermoed dat de daad van het ondertekenen zeker gesteld is door de persoon zelf wiens naam door de handtekening wordt weergegeven. Doordat die handeling inderdaad door die persoon gesteld is, kan vervolgens worden vermoed dat de persoon het document dat zijn handtekening draagt in handen heeft gehad en dat hij, door het te ondertekenen, zijn wil te kennen heeft willen geven om zich door de rechtshandeling in kwestie te verbinden.

Dat vormt een soort ketting van opeenvolgende inducties en vermoedens : het opschrift is het bewijs van de daad en de daad is op zijn beurt een bewijs van de wil om zich te verbinden. Die ketting is wat men de echte aanleiding zou kunnen noemen van artikel 1, 8°, van het Verdrag van Genève, volgens hetwelk de wisselbrief "de handtekening van degene die de wisselbrief uitgeeft (trekker)" dient te bevatten. De handtekening van de trekker dient op de wisselbrief zichtbaar te zijn als bewijs dat het papier stellig in handen is geweest van degene die ondertekend heeft en dat die ondertekenaar daardoor zijn wil heeft verklaard om als trekker de wisselrechtelijke verbintenis aan te gaan.

Dat de handtekening vereist is om zekerheid te hebben over de wil van de trekker, blijkt ook uit het in

.../...

onderlinge samenhang lezen van artikel 1, 8°, en artikel 2, laatste lid, van de gecoördineerde wetten. Die tekst bepaalt immers dat de handtekening niet op de wisselbrief mag ontbreken wanneer geen notariële akte in brevet op de wisselbrief gesteld is waaruit de wil blijkt van "degene die zou hebben moeten ondertekenen". Dat alleen een handeling waarbij die wil wordt vastgesteld de ontstentenis van handtekening kan ondervangen, betekent dus voorzeker dat de handtekening vereist is omdat zij een spoor is van de uiting van die wil. De handtekening is echter maar dat spoor als degene die zich verbindt zelf de daad stelt die noodzakelijk is voor het maken van het teken dat zijn naam weergeeft.

De analyse van het begrip "handtekening", die van de algemene functie ervan, en die van de in onderlinge samenhang gelezen teksten van de eenvormige wet en van de gecoördineerde wetten, leiden alle tot de conclusie dat er in de zin van die wet maar een handtekening van de trekker is als hijzelf de daad van het ondertekenen heeft gesteld. Alleen op die voorwaarde doet de handtekening redelijkerwijze aannemen dat degene die haar geplaatst heeft, zich ook echt wou verbinden. Daarentegen zijn niet alle bestanddelen van een handtekening aanwezig in alle gevallen waarin degene die zich verbindt geen enkele daad heeft gesteld. Als op een document een naam vermeld staat in de specifieke vorm van een "signature-inscription" (= handtekening), terwijl nochtans niet zeker en zelfs niet waarschijnlijk is dat de natuurlijke persoon die de daarop vermelde naam draagt het document werkelijk in handen heeft gehad, kan niet worden geoordeeld dat het "de handtekening van degene die het

.../...

uitgeeft" bevat. Het typische geval waarin men zich in die omstandigheden bevindt, die een handtekening in de eigenlijke juridische betekenis van het woord uitsluiten, is dat van wat het "handtekeningstempel" wordt genoemd.

De hiervoren gemaakte analyse neemt niet weg dat de vraag rijst of de handeling die degene die zich verbindt dient te hebben gesteld, noodzakelijkerwijze moet bestaan in het schrijven van de letters waaruit zijn naam bestaat. Men dient zich af te vragen of de daad van het ondertekenen niet kan bestaan in een andere handeling dan die waarbij men op papier de letters van een naam plaatst. Die vraag was opgeworpen door de Japanse afgevaardigde, de heer Kawashima, tijdens de Internationale Conferentie tot eenmaking van het recht inzake wisselbrieven, orderbriefjes en cheques. Deze afgevaardigde wou dat de tekst die het Verdrag van Genève zou worden, uitdrukkelijk de nationale gewoonte van Japan erkende die erin bestond op de titel niet de geschreven handtekening aan te brengen, maar het stempel of het zegel van de trekker, naast de vermelding van diens naam. Op de conferentie is geoordeeld dat het niet nodig was een bijzondere bepaling van die strekking in te voegen. Het redactiecomité is echter verzocht in zijn verslag te benadrukken dat het woord handtekening uiteraard gebruikt werd in een zeer ruime betekenis, om welk materieel teken ook aan te duiden dat, volgens de gebruiken van het land, dient om op documenten of handelspapieren de identiteit te herkennen van de persoon die dat teken daarop heeft geplaatst. Het lijdt geen twijfel dat deze passage van het verslag alleen betrekking heeft op het teken dat op de brief

.../...

wordt geplaatst, ze heeft niet rechtstreeks betrekking op de vraag wie dat teken moet aanbrengen.

Deze passage van het verslag, die vaak aanleiding geeft tot hineininterpretieren of die vaak onder de loep wordt genomen, heeft een expliciete betekenis : ze maakt het mogelijk ervan uit te gaan dat een wisselbrief, waarop de trekker op generlei wijze de letters die zijn naam vormen heeft geplaatst, toch diens handtekening draagt, op voorwaarde echter dat hij daarop een ander teken van zijn identiteit heeft geplaatst. Dat was de wens van de Japanse afgevaardigde; hij wou dat iets anders dan het opschrift van een naam als een handtekening wordt beschouwd. De passage van het verslag schenkt hem voldoening : voortaan behoeft een handtekening niet noodzakelijk een neergeschreven naam te zijn, het kan ook een ander teken zijn.

Diezelfde passage laat zich niet uitdrukkelijk uit over de vraag door wie die handtekening, in de zopas aangegeven ruime zin van het woord, dient te worden geplaatst, maar regelt die kwestie desalniettemin afdoende. De ondertekenaar is het die de handtekening moet plaatsen, ongeacht of die bestaat in het neerschrijven van een naam of in een ander teken.

In het voormelde verslag wordt er immers mee ingestemd dat een ander teken dan een naam enig materieel teken kan zijn waardoor op papieren de identiteit van degene die het heeft aangebracht kan worden vastgesteld. Door zich aldus uit te drukken, geven de rapporteurs goed aan dat dit "enig" materieel teken het mogelijk moet maken de identiteit

.../...

van een persoon te achterhalen en stellen zij dat de persoon die dankzij dat teken identificeerbaar is diegene dient te zijn die "het teken heeft aangebracht".

Er bestaat geen betere manier om het verband te respecteren dat volgens het woord handtekening dient te bestaan tussen het teken en de daad waarbij dat teken wordt geplaatst. De passage van het verslag verbreekt die band niet, wel integendeel, ze bevestigt dat het hier om het essentiële gaat : de handtekening is een, al dan niet talig, teken van de identiteit van degene die dat teken plaatst en niet van de identiteit van welke andere persoon ook. In het verslag wordt ermee ingestemd dat de daad van het schrijven van een naam vervangen wordt door de daad van het aanbrengen van een kenmerk; maar in het verslag wordt - wel integendeel - niet aanvaard dat die daad wordt gesteld door een andere persoon dan degene wiens identiteit door het kenmerk tot uiting komt.

Wanneer artikel 1, 8°, van het Verdrag van Genève bepaalt dat het handelspapier de handtekening dient te bevatten van degene die het uitgeeft, wordt daarin geëist dat deze zelf de daad heeft gesteld waardoor enig teken van hemzelf op de wisselbrief zal voorkomen. Het verslag stemt er alleen mee in dat het gekozen teken eventueel niet de naam van de ondertekenaar is en verwijst dus naar de plaatselijke gebruiken - of naar een nationale wet - wat de concrete gedaante van het teken betreft. Er wordt niet naar die gebruiken verwezen wanneer het erom gaat vast te stellen wie de handtekening sensu lato dient te plaatsen. Op dat punt is de regel duidelijk : degene die zich verbindt is

.../...

tevens degene die zijn teken (zijn naam of iets anders) moet plaatsen om, door het plaatsen ervan, zijn wil te kennen te geven.

Doordat de afgevaardigden van de bij het Verdrag van Genève partij zijnde staten zich aldus hebben uitgedrukt in de tekst en in het verslag, dat er als het ware een authentieke glosse van is, hebben zij ook getoond dat een onderscheid dient te worden gemaakt tussen, enerzijds, het feit enige daad te stellen om een teken te plaatsen waardoor, volgens de plaatselijke gebruiken, de identiteit en de wil van een persoon tot uiting komen en, anderzijds, het feit geen enkele daad te stellen.

Dat verschil is in feite essentieel en vormt de spil van de discussie over het probleem van het "handtekeningstempel" en over de aan de trekker geboden mogelijkheid om op de wisselbrief die hij uitgeeft alleen zulk een "handtekening per stempel" aan te brengen.

De tekst van het ontwerp, die in de passieve vorm is gesteld, beschouwt de handtekening louter uit het oogpunt van een resultaat; hij gaat niet in op de handeling die tot dat resultaat leidt. Hij beschouwt de handtekening dus niet rechtstreeks en gewoonweg als de handeling van het ondertekenen. Dat is echter juist waar alles om draait. De handtekening is immers niet alleen het teken van een naam, zij is tevens het teken van een handeling, van een daad waarvan dient te worden uitgemaakt wie ze behoort te stellen. Doordat het ontwerp alleen bepaalt dat de handtekening "door om het even welke niet hand geschreven

.../...

techniek (kan worden) geplaatst", wordt onvermijdelijk aan de trekker vrijheid gelaten om niet zelf de formaliteit van het plaatsen van een handtekening te vervullen, dus om zelf geen enkele daad tot uiting van zijn wil te stellen, waarvan de wisselbrief het merkteken zal dragen.

De bedoeling om de trekker vrijheid te laten om niet zelf zijn handtekening te plaatsen is weliswaar alleen impliciet in de tekst van het ontwerp vervat, maar ze is expliciet in de memorie van toelichting, aangezien daar te lezen staat dat het de bedoeling is het gebruik van "naam-stempels" toe te staan om aldus te komen tot "een zo groot mogelijke automatisering van de handelingen vereist voor het opstellen van een wisselbrief". Die automatisering is er vanzelfsprekend op gericht de trekker vrij te stellen van het zelf uitvoeren van de materiële handelingen waaruit het ondertekenen bestaat.

Het woordenboek "Le Robert" definieert "la griffe" (het handtekeningstempel) als "une empreinte reproduisant une signature" of, door middel van gebruikelijke metonymie, als "ce qui sert à faire cette empreinte".

Die definitie bevestigt die welke door advocaat-generaal Holvoet is gegeven in zijn conclusie voorafgaand aan een arrest van het Hof van Cassatie van 23 oktober 1922 (1). Hij heeft het volgende geschreven : "Une griffe n'est pas une signature; elle peut être utilisée par un tiers et, loin de prouver la présence de celui dont elle est

(1) Pas. 1923.I.20.

censée émaner, elle trahit au contraire son absence ...". Het gebruik van het handtekeningstempel toestaan komt neer op het dulden van een ondertekeningsmachine, op het gedogen dat het gebruik van die machine aan een derde wordt opgedragen, dus op het toestaan dat de ondertekenaar niet zelf de daad van het ondertekenen stelt.

De hiervoren gemaakte analyse van de bij het Verdrag van Genève gevoegde eenvormige wet en van het verslag waarin die wet wordt uitgelegd, heeft echter aangetoond dat de afgevaardigden in Genève alleen ingestemd hebben met de mogelijkheid dat degene die zijn handtekening plaatst niet noodzakelijkerwijze de letters van zijn naam neerschrijft. De afgevaardigden hebben ermee ingestemd dat de daad van het schrijven van zijn naam vervangen wordt, wanneer de gebruiken - of een nationale wet - daartoe strekken, door een andere daad, zoals bijvoorbeeld die van het aanbrengen van een kenmerk. Er is echter eveneens aangetoond dat uit de uitleg van de afgevaardigden niet kan worden afgeleid dat zij ermee ingestemd hebben dat degene die de handtekening sensu lato aanbrengt, zulks kan doen zonder enige daad te stellen.

De tekst van het ontwerp haalt dan ook de in de eenvormige wet gestelde regel onderuit dat de wisselbrief de handtekening dient te bevatten "van degene die de wisselbrief uitgeeft" doordat hij het de trekker mogelijk maakt niet zelf de daad van het ondertekenen te stellen en aan een derde op te dragen een handtekeningstempel op de wissel aan te drukken, welk stempel weliswaar een teken is van de identiteit van diegene die de brief uitgeeft, maar niet

.../...

diens handtekening is, aangezien het niet het gevolg is van een door hemzelf gestelde daad. Als België het ontwerp aanneemt in de redactie die thans aan de Raad van State is voorgelegd, zou het aan zijn internationale verplichtingen voorbijgaan.

Mocht de ontworpen wet aangenomen worden en in werking treden, dan zouden de hoven en rechtbanken, als zij zich hadden uit te spreken over de vraag of een wisselbrief waarop alleen het handtekeningstempel van de trekker voorkomt, geacht kan worden diens handtekening te bevatten, moeten oordelen over de overeenstemming van die wet met de bij het Verdrag van Genève gevoegde eenvormige wet. Zij zouden misschien des te meer geneigd zijn om te oordelen dat de ontworpen wet daarmee niet in overeenstemming is en dat een handtekeningstempel dus geen geldige handtekening is daar zij, door aldus te oordelen, van de eenvormige wet de interpretatie zouden geven die hiervoren uiteengezet is en tegelijk de rechtspraak van het Hof van Cassatie zouden bevestigen, luidende : "la signature doit être autographe pour établir sa sincérité par la forme originale et personnelle que son auteur a l'habitude de donner à la mention de son nom" (1).

Weliswaar heeft Frankrijk, dat net als België gehouden is tot naleving van het Verdrag van Genève dat het

(1) Het voormelde arrest Cass. 23 oktober 1922, dat impliciet bevestigd is door talrijke arresten, waaronder het vrij recente van 28 juni 1982, Pas. 1982.I.1286 en Revue critique de jurisprudence belge, 1985, blz. 65 e.v., noot Van Quickenborne.

bekrachtigd heeft, zoals de memorie van toelichting aangeeft, in 1966 een hervorming van zijn wetgeving inzake de handtekening van de trekker tot stand gebracht, die bij het opstellen van de tekst van het ontwerp overigens zeer sterk als voorbeeld heeft gediend. De vraag rijst dan ook wat de waarde is van het argument dat kan worden gevonden in het bestaan van die Franse wet van 16 juni 1966 voor het ontwikkelen van de stelling dat het ontwerp in overeenstemming is met het Verdrag van Genève.

De manier waarop de Franse wetgever de hiervoren onderzochte passage van het verslag van het redactiecomité van het Verdrag van Genève heeft uitgelegd, verdraagt zich niet met de gegeven verduidelijkingen. Er wordt immers voorbijgegaan aan het feit dat die passage het mogelijk maakt niet zijn naam neer te schrijven, maar ze de ondertekenaar daarentegen niet toestaat geen enkele daad van ondertekening te stellen.

Deze fundamentele kritiek op het ontwerp kan maar worden ondervangen wanneer uitdrukkelijk wordt bepaald dat de niet-handgeschreven techniek gebruikt dient te worden uitsluitend door degene wiens handtekening wordt weergegeven.

Het staat aan het Parlement om te beoordelen of een persoon die onder het rechtstreekse gezag van de ondertekenaar staat, diens handtekeningstempel mag drukken onder zulke voorwaarden dat geen enkele onzekerheid kan bestaan over de wil van de houder van de handtekeningstempel om zich te verbinden en er daarbij voor te zorgen dat niet wordt

.../...

geraakt aan het beginsel van de onafhankelijkheid van de ondertekenaars, dat in de voormelde eenvormige wet is opgenomen.

Specifieke opmerkingen.

Onder voorbehoud van de voorgaande algemene opmerkingen worden de volgende specifieke opmerkingen gemaakt :

Artikel 1.

1. Men vervange de woorden "om het even welke ... techniek" door de woorden "welke ... techniek ook".

2. Men vervange de woorden "niet handgeschreven" door de term "niet-handgeschreven". Deze opmerking geldt tevens voor de artikelen 2 en 3.

3. Voorts schrijve men "dient deze handtekening evenwel met de hand geplaatst te worden". Deze opmerking geldt tevens voor artikel 2.

.../...

Artikel 4.

Men vervange de woorden "De voorafgaandelijke bepalingen" door de woorden "Deze bepalingen".

La chambre était composée de :

De kamer was samengesteld uit :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame
Mevrouw

J. GIELISSEN,

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme C. DEBROUX, auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-auditeur.

M. G. PIQUET, premier auditeur honoraire au Conseil d'Etat, a été appelé en consultation, en application de l'article 82 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

De H. G. PIQUET, ere-eerste auditeur bij de Raad van State, is bij toepassing van artikel 82 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973 ter raadpleging opgeroepen.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.